

Soutien des parlementaires au Plan d'urgence pour l'école publique en Seine-Saint-Denis

Depuis le lundi 26 février, les personnels éducatifs de la Seine-Saint-Denis et les parents d'élèves sont mobilisé·es à l'appel de l'intersyndicale éducation du département (FSU – CGT – Sud – CNT) afin d'obtenir un **plan d'urgence et des moyens pour l'école publique**. Les piquets de grève se multiplient, un rassemblement massif de 700 personnes s'est tenu mardi 27 février devant la DSDEN à Bobigny, l'intersyndicale appelle à poursuivre et amplifier la mobilisation et la grève. **Les personnels, parents d'élèves et élèves de la Seine-Saint-Denis sont déterminés.**

Nous soutenons avec force cette mobilisation historique qui doit donner lieu à une réponse politique urgente de la part de la ministre de l'Éducation nationale, Nicole Belloubet.

Après avoir réalisé un état des lieux exhaustif à partir des réalités constatées dans chaque établissement, l'intersyndicale a formulé les revendications suivantes :

- la création de 5000 postes d'enseignant·es, 2200 postes d'AESH, 650 postes d'AED, 320 postes d'assistant·es pédagogiques et 175 postes de CPE ;
- l'établissement des seuils à 20 élèves par classe maximum ;
- pour le bâti : des établissements en bon état et à taille humaine.

Déjà deux rapports parlementaires (2018, Cornut-Gentille/Kokouendo et 2023, Peu/Decodts) ont alerté sur le **manque de moyens chronique** dont souffre l'école publique en Seine-Saint-Denis. Un chiffre est particulièrement criant : **dans notre département les élèves perdent jusqu'à un an de cours sur leur scolarité en raison des non-remplacements**. Il n'est pas acceptable de laisser perdurer de telles inégalités ! Les élèves de la Seine-Saint-Denis ont le droit à une éducation publique de qualité.

La suppression, par le décret du 21 février, de 692 millions d'euros au budget de l'Education nationale est une ultime provocation. L'Assemblée nationale n'a pas examiné ni voté ce budget changé de façon unilatérale par l'Exécutif. 70% des crédits concernés par cette réduction de budget concernent des dépenses de personnels. Concrètement cela signifie qu'en 2024 il y aura encore moins d'adultes pour encadrer nos enfants dans les écoles de la Seine-Saint-Denis. Ce mépris démocratique entre en résonance avec le contournement du vote du Conseil supérieur de l'éducation qui avait voté à l'unanimité contre la réforme du Lycée professionnel qui supprime des heures de cours pour les élèves.

Le mépris du Gouvernement envers les personnels éducatifs, les élèves et leurs parents en Seine-Saint-Denis doit cesser ! Notre école publique n'a pas besoin d'un « choc des savoirs » et de groupes de niveaux pour fonctionner mais bien de moyens humains et techniques. Nous demandons à la ministre de l'Education nationale Nicole Belloubet de recevoir en urgence les représentants de l'intersyndicale éducation du 93. Ils et elles ont prévenu : pas de moyens supplémentaires, pas de rentrée scolaire dans le département. La ministre doit prendre ses responsabilités et sortir de son silence.

Nous, parlementaires de la Seine-Saint-Denis, réaffirmons notre soutien plein et entier à l'ensemble des personnels (enseignant·es, AED, AESH, CPE, assistantes sociales, psychologues, infirmier·es, médecins...) ainsi qu'aux parents d'élèves et aux élèves mobilisés. Nous serons présentes et présents à leurs côtés afin de relayer cette lutte d'ampleur en Seine-Saint-Denis. Il n'y a rien de plus important que l'école publique : obtenons ensemble le plan d'urgence dont le 93 a tant besoin.

Clémentine AUTAIN
Députée de la 11e circonscription
de la Seine-Saint-Denis
Groupe LFI-NUPES

Soumya BOUROUAHA
Députée de la 4e circonscription
de la Seine-Saint-Denis
Groupe GDR-NUPES

Éric COQUEREL
Député de la 1ère circonscription
de la Seine-Saint-Denis
Groupe LFI-NUPES

Alexis CORBIÈRE
Député de la 7e circonscription
de la Seine-Saint-Denis
Groupe LFI-NUPES

Raquel GARRIDO
Députée de la 5e circonscription
de la Seine-Saint-Denis
Groupe LFI-NUPES

Fabien GAY
Sénateur de la Seine-Saint-Denis
Groupe CRCE - Kanaky

Fatiha KELOUA-HACHI
Députée de la 8e circonscription
de la Seine-Saint-Denis
Groupe Socialistes et apparentés

Bastien LACHAUD
Député de la 6e circonscription
de la Seine-Saint-Denis
Groupe LFI-NUPES

Ahmed LAOUEDJ
Sénateur de la Seine-Saint-Denis
Groupe RDSE

Corinne NARASSIGUIN
Sénatrice de la Seine-Saint-Denis
Groupe Socialiste,
Ecologiste et Républicain

Stéphane PEU
Député de la 2e circonscription
de la Seine-Saint-Denis
Groupe GDR-NUPES

Aurélien TROUVÉ
Députée de la 9e circonscription
de la Seine-Saint-Denis
Groupe LFI-NUPES

Adel ZIANE
Sénateur de la Seine-Saint-Denis
Groupe Socialiste,
Ecologiste et Républicain